



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES NIGÉRIA - GHANA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ABUJA

Semaine 11 – 19 mars 2021

En bref

Nigéria : la dette publique représentait 21,6% du PIB fin 2020 d'après le Bureau de gestion de la dette ; le chômage atteint 33,3% au quatrième trimestre 2020 ; l'inflation a son plus haut niveau depuis quatre ans ; le Gouvernement nigérian approuve 1,5 Md USD pour la rénovation de la raffinerie de Port Harcourt.

Ghana : le Budget 2021 prévoit un déficit de 9,5% du PIB ; les Investissements directs étrangers entrants atteignent 2,65 Mds USD en 2020.

LE CHIFFRE À RETENIR

1 MD USD

Un milliard de dollars serait nécessaire pour vacciner 70% de la population nigériane d'après le Ministère de la Santé.

Nigéria

La dette publique représentait 21,6% du PIB fin 2020 d'après le Bureau de gestion de la dette.

[D'après le Bureau de gestion de la dette nigérian \(DMO\), à la fin de l'année 2020, la dette publique atteignait 32 915 Mds NGN \(86,8 Mds USD\), contre 27 401 Mds NGN \(84 Mds USD\) fin 2019, soit une hausse en naira de 20,1% en un an mais de seulement 2,8% en dollars, du fait des deux dévaluations successives réalisées en 2020 qui ont fait passer le taux officiel de 306 à 379 NGN/USD \(-19,25%\). Dans le détail, la dette publique domestique et la dette externe](#)

représentent respectivement 61,4% et 38,6% du total de la dette publique. La dette externe est composée à hauteur de 53,8% de dette multilatérale (dont 64% de créances de la Banque mondiale et 19,7% du FMI). La Chine demeure le premier créancier bilatéral du pays avec un encours de 3,2 Mds USD de dette suivi par la France qui détient, via l'Agence Française de Développement, 493 MUSD de créances. Le DMO estime ainsi que le ratio de dette publique rapporté au PIB représente désormais 21,6%, largement en-dessous de la limite fixée de 40%. Pour sa part, le FMI estime que ce ratio serait plus proche de 35%, en incluant dans son calcul la dette détenue par la structure publique de défaisance (AMCON) et les découverts auprès de la Banque centrale notamment.

Le chômage atteint 33,3% au quatrième trimestre 2020.

Le chômage au Nigéria a atteint le record historique de 33,3% au quatrième trimestre 2020. Les effets de la pandémie de Covid-19 continuent de se faire ressentir, alors qu'au deuxième trimestre 2020 le chômage concernait 27,1% de la population active selon le *National Bureau of Statistics* (NBS). [En six mois, le pays comptabilise 1,42 million de chômeurs supplémentaires, pour un total de 23,18 millions d'individus.](#) Les données du chômage révèlent plusieurs disparités : 35,2% des femmes sont concernées contre 31,8% des hommes, 34,5% du milieu rural contre 31,3% du milieu urbain et enfin 42,5% des jeunes (15-34 ans). La définition nigériane du chômage concerne les personnes travaillant moins de 20h par semaine. Le sous-emploi (entre 20 et 29h hebdomadaires) concerne quant à lui 15,81 millions de travailleurs, soit 22,8% de la population active. Au total, c'est donc plus de 56% de la population active qui occupe une position précaire dans la société nigériane, sur la seule base des statistiques officielles qui n'offrent qu'une version partielle de la réalité compte tenu du poids du secteur informel.

L'inflation a son plus haut niveau depuis quatre ans.

[D'après les derniers chiffres du Bureau National des Statistiques \(NBS\), l'inflation en février s'est fixée à 17,3% en g.a après 16,5% enregistré en janvier, soit son plus haut niveau depuis février 2017.](#) L'inflation alimentaire continue également d'augmenter passant de 20,6% en janvier à 21,8% en février en g.a. Cette augmentation est liée à la hausse des prix du pain et des céréales, des pommes de terre, de l'igname, de la viande, des fruits, des légumes, du poisson et des huiles et graisses, d'après le rapport du NBS. Grâce à une politique monétaire restrictive, via un taux directeur fixé à 14% dès juillet 2016, la Banque

centrale du Nigéria avait réussi à contenir le phénomène inflationniste qui avait atteint un point bas à 11% en août 2019. La fermeture des frontières terrestres d'août 2019 à fin 2020 puis les deux dévaluations successives du naira de 19,25% au total l'an dernier avaient mis fin à cette décrue. Alors que l'inflation était déjà repartie à la hausse, la CBN avait décidé, pour stimuler l'économie, d'abaisser son principal taux directeur, aujourd'hui fixé à 11,5%, décision qui a également contribué à relancer l'inflation. Le prochain comité de politique monétaire prévu le 22 mars, pourrait décider d'une évolution sur ce dernier point.

Le Gouvernement nigérien approuve 1,5 Md USD pour la rénovation de la raffinerie de Port Harcourt.

[Le Conseil exécutif fédéral \(FEC\) a approuvé 1,5 Md USD pour la réhabilitation de la raffinerie de Port Harcourt, dans l'Etat de Rivers au sud du Nigéria.](#) La réhabilitation sera faite en 3 phases de 18, 24 et 44 mois. Elle sera financée par les revenus générés par la *Nigerian National Petroleum Corporation* (NNPC), la Banque africaine d'import-export Afreximbank et les provisions budgétaires de l'Etat Fédéral. Le contrat a été attribué à la société d'ingénierie italienne Tecnimont SPA. La première phase qui sera achevée dans 18 mois devrait permettre à la raffinerie d'atteindre une production de 90% de sa capacité. A terme, elle aura une capacité de production de 210 000 barils par jour. Ces travaux seront à l'avenir suivis par la réhabilitation des raffineries de Warri et Kaduna. La raffinerie de Port Harcourt ouverte en 1989 reste actuellement la plus grande raffinerie du pays, jusqu'au lancement prochain de la raffinerie Dangote à Lagos. A noter que le Nigéria a déjà dépensé environ 25 Mds USD pour la maintenance de ses raffineries au cours des 25 dernières années.

Ghana

Le Budget 2021 prévoit un déficit de 9,5% du PIB.

Vendredi 12 mars, le ministre des Affaires parlementaires, M. Osei Kyei-Mensah-Bonsu, a présenté la loi de finances pour l'année 2021 au Parlement. Pour cet exercice, il a remplacé le ministre des Finances désigné M. Ken Ofori-Atta. Toujours soigné aux Etats-Unis, il doit être confirmé à son poste par le Parlement à son retour. Cette loi de finances complète la loi de finances provisoire pour le premier trimestre 2021, adoptée par le Parlement en octobre 2019. Cette loi de finances doit être validée et votée par le Parlement. Pour l'année 2020, le ministère des Finances anticipe une croissance de 0,9%, fortement impactée par la crise de la Covid-19. Cette estimation de croissance doit être confirmée par les chiffres du *Ghana Statistical Services*, traditionnellement publiés en avril. Pour l'exercice 2020, le ministère des Finances estime que le déficit budgétaire devrait se porter à -11,7%. Il prévoit par ailleurs une croissance économique de 5% en 2021. Le déficit budgétaire s'élèverait à -9,5% du PIB. L'introduction de différentes taxes et l'augmentation de la TVA doivent permettre de rehausser le niveau de mobilisation fiscale à 16,7% du PIB, contre 14,3% en 2020, alors que la charge de la dette va croître de 45,9%. Le total des recettes publiques pour 2021 devrait donc atteindre 72,5 Mds GHS, soit une croissance annuelle de 32,2 %, pour 113,8 M GHS (26,2% du PIB) de dépenses publiques. Pour financer ce déficit, le Ghana prévoit de lever 5 Mds USD d'euro-obligations sur les marchés financiers internationaux.

Les Investissements directs étrangers entrants atteignent 2,65 Mds USD en 2020.

Le Ghana Investment Promotion Centre (GIPC), qui encadre et promeut les investissements étrangers au Ghana, a enregistré 279 projets d'investissements étrangers entrants pour un montant total de 2 651 MUSD. Les IDE enregistrés par le GIPC sont ainsi en hausse de 139% sur un an, ils atteignaient 1109 MUSD en 2019. Le GIPC estime qu'ils pourraient contribuer à la création de 27 110 emplois. Parmi ces investissements, 129 étaient des nouveaux projets et 19 ont été enregistrés dans des zones franches. Alors que 184 projets concernent le secteur des services, c'est le secteur manufacturier qui représente la première manne d'investissements étrangers en valeur, avec 1 271 MUSD. Il est suivi du secteur des services, avec 656 MUSD, et du secteur minier et pétrolier, avec 647 MUSD. La grande majorité de ces projets ont été enregistrés dans le Grand Accra. Le Chine est le premier pays d'origine de ces IDE en 2020, avec 751 MUSD d'investissements, dont le projet de raffinerie de Sentuo, qui constitue le plus gros projet étranger enregistré en 2020 pour un investissement de 700 MUSD. Suivent le Royaume-Uni (243 MUSD) et l'Afrique du Sud (242 MUSD), qui compte un investissement de 240 MUSD dans le projet de One Rand, un groupe spécialisé dans l'immobilier. Cette hausse des IDE entrants ne doit pas masquer la baisse des IDE vers le Ghana nets des sorties. La fuite des capitaux entraînée par la crise de la Covid-19 est à l'origine d'une réduction des IDE nets entrants au Ghana, qui passent de 3 292 MUSD en 2019 (4,9% du PIB) à 1 323 MUSD en 2020 (2% du PIB), selon la balance des paiements présentée dans la loi de finances pour l'année 2021.